Droits de l'homme : renforcer le contrÃ´le des outils qui bloquent Internet
Internet
PostÃ© par : JPilo
PubliÃ©e le : 23/3/2012 15:00:00

Dans le rapport annuel sur les droits de l'homme pour 2010, approuvÃ© par laÂ commission des affaires Ã©trangÃ¨res ce jeudi, les dÃ©putÃ©s europÃ©ens appellent laÂ Commission europÃ©enne Ã prÃ©senter des rÃ¨gles en vue de **renforcer le contrÃ´le des outils qui bloquent Internet** qui sont utilisÃ©s par les rÃ©gimes autocratiques.

Le rapport invite Ã©galement les Ã□tats membres Ã aider la Cour pÃ©nale internationale (CPI) Ã arrÃªter certains suspects.

Le "printemps arabe" a rÃ©vÃ©lÃ© le pouvoir et le potentiel d'Internet et des rÃ©seaux sociaux, dÃ©clarent les dÃ©putÃ©s, soulignant que ces rÃ©seaux sont devenus un instrument essentiel pour exercer le droit Ã la libertÃ© d'opinion et d'expression. Le rapport appelle Ã davantage de soutien dans le but de promouvoir la libertÃ© des mÃ©dias et de protÃ©ger les journalistes indÃ©pendants et les bloggeurs.

Outils qui bloquent Internet

Le rapport plaide pour un meilleur suivi de lâ□□utilisation d'Internet et des nouvelles technologies appliquÃ©es dans les rÃ©gimes autocratiques pour restreindre l'accÃ¨s Ã Internet. "*Les fournisseurs de services Internet et de tÃ©lÃ©communications doivent tirer les enseignements des erreurs du passÃ©, telles que la dÃ©cision de Vodafone de cÃ©der aux demandes des autoritÃ©s Ã©gyptiennes, au cours des derniÃ¨res semaines du rÃ©gime Moubarak, visant Ã suspendre les services et diffuser une propagande pro-gouvernementale*", affirme le texte.

Le rapport invite la Commission europÃ©enne Ã soumettre, d'ici 2013, des propositions de rÃ©glementation afin dâ□□amÃ©liorer la surveillance de lâ□□exportation de produits et services qui peuvent Ãªtre utilisÃ©s pour bloquer l'accÃ¨s des sites web. Ces propositions devraient inclure des dispositions en vue de renforcer la transparence des entreprises europÃ©ennes et celles dont le siÃ¨ge se trouve au sein de l'UE.

Cour pÃ©nale internationale

Les dÃ©putÃ©s demandent instamment Ã l'UE et Ã ses Ã□tats membres de coopÃ©rer de maniÃ¨re plus rÃ©guliÃ¨re avec la Cour pÃ©nale internationale (CPI) et de l'aider Ã arrÃªter certains suspects. Ils invitent tous les Ã□tats membres, en particulier la RÃ©publique de Chypre, la RÃ©publique tchÃ¨que, la Hongrie, lâ□□Italie, le Luxembourg et le Portugal, Ã signer des accords-cadres avec la CPI pour faciliter la coopÃ©ration et pour intÃ©grer complÃ¨tement le statut de Rome concernant la CPI dans leur lÃ©gislation nationale.

Droits des enfants

Le rapport exhorte le Conseil et la Commission Ã intensifier leurs efforts en vue dâ□□une ratification universelle de la Convention relative aux droits de lâ□□enfant et Ã promouvoir leur mise en Å□uvre. Les dÃ©putÃ©s demandent en outre au Service europÃ©en pour lâ□□action extÃ©rieure dâ□□inclure une section consacrÃ©e aux droits des enfants dans le rapport annuel de lâ□□UE sur les droits de lâ□□homme.

Institutions europÃ©ennes et politique Ã©trangÃ¨re

Le rapport de Richard Howitt (S&D, UK) salue le projet de crÃ©er, cet Ã©tÃ©, un poste de reprÃ©sentant spÃ©cial de l'UE sur les droits de l'homme.

Les dÃ©putÃ©s soulignent Ã©galement qu'il est nÃ©cessaire d'Ã©viter les "deux poids, deux mesures" entre la politique des droits de lâ□□homme et dâ□□autres politiques extÃ©rieures et, demandent que le rapport du Service europÃ©en pour l'action extÃ©rieure sur les droits de l'homme nomme de maniÃ¨re systÃ©matique le nom des pays.